



FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION

SOUS-MESURE 4.1 « AIDE A L'INVESTISSEMENT DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES POUR AMELIORER LEUR PERFORMANCE GLOBALE ET LEUR DURABILITE »

Au titre du type d'opération 4.1.b

« INVESTISSEMENTS DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES POUR AMELIORER LEUR PERFORMANCE GLOBALE ET LEUR DURABILITE »

SOUS-OPERATION 4.1.b – FILIERES ELEVAGES

APPEL A PROJET N°02bis/2021 (du 15 février au 30 avril 2021)

Ce formulaire est utilisé pour répondre à l'appel à projet en vigueur lancé par l'Autorité de Gestion du FEADER en région Hauts-de-France, dans le cadre du dispositif d'aide nommé ci-dessus et accessible via le lien suivant https://europe-en-hautsdefrance.eu/fiche_programme/aap-investissements-dans-les-exploitations-agricoles-pcae

Ce formulaire dûment complété avec les pièces justificatives demandées constitue votre dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics partenaires de ce dispositif. Le Guichet Unique service instructeur (GUSI) se chargera de communiquer aux cofinanceurs les informations nécessaires, une fois la vérification de l'éligibilité de votre demande satisfaite.

Une notice accompagne ce formulaire. Elle contient des informations indispensables pour vous assurer de la recevabilité de votre demande. La date limite de dépôt de votre demande est inscrite dans le texte de l'appel à projet. Votre dossier doit être adressé en version originale au GUSI de ce dispositif : la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du département du siège de votre exploitation agricole. En cas de besoin d'assistance pour remplir ce formulaire, veuillez-vous adresser aux personnels de votre GUSI référencés pour ce dispositif.

ATTENTION :

- l'accusé de réception du dossier ne vaut pas acceptation de l'aide par l'Autorité de Gestion
- le dépôt d'une demande d'aide ne vaut, en aucun cas, engagement de la part des financeurs de l'attribution d'une subvention
- tout commencement des investissements et/ou travaux (signature de devis, bons de commande, etc.) avant le dépôt de la demande entraîne automatiquement l'inéligibilité des dépenses correspondantes, à l'exception des frais généraux
- L'absence d'une pièce nécessaire à la justification d'un critère de sélection ne remet pas en cause la complétude du dossier mais les points de sélection associés à ce critère ne seront pas accordés

Cadre réservé à l'administration

Date de réception : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

N° de dossier OSIRIS : _____

Nom/ raison sociale du demandeur

Présentation synthétique du projet (à remplir par le porteur de projet)

Libellé du projet (l'intitulé doit être court et explicite) : _____

Production ou l'atelier principalement concerné par le projet ainsi que la filière : _____

Si le montage de votre dossier fait l'objet d'un accompagnement : nom et coordonnées du conseiller de la structure

Nom de la structure : _____

Nom et courriel du conseiller : _____

1 - Localisation du siège de l'exploitation : Identique à la localisation du demandeur

Sinon, préciser l'adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_|_|

Commune : _____

2 – Zone à enjeu eau

➡ Le siège d'exploitation est situé dans une zone de démarche territoriale (qui correspond à la définition des Zones d'Actions Prioritaires), validée par une Agence de l'Eau

oui non

↳ Si oui, pour l'Agence de l'Eau Artois-Picardie, préciser le nom : _____

↳ Si oui, pour l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, préciser le nom : _____

➡ Le siège de l'exploitation est situé dans le bassin de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie : oui non

➡ Le siège de l'exploitation est situé dans le bassin de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie : oui non

➡ Au moins une parcelle de l'exploitation est située dans le bassin :

de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie aucun bassin

➡ Le siège de l'exploitation ou au moins une parcelle est situé sur une commune liée à :

une ORQUE une zone à enjeu eau potable une zone de maintien de l'agriculture en zones humides
 sans objet

➡ Le siège de l'exploitation est situé sur un Site Natura 2 000 ? oui non

Si oui, nom du site : _____

3 - Situation à l'égard de la réglementation sur les prélèvements d'eau au titre de code de l'environnement (art. L 214-1 à L 214-6 et L 512-1 à L 513-3).

- soumise au RSD
- soumise déclaration ICPE
- soumise enregistrement ICPE
- soumise autorisation ICPE ou de déclaration au titre de la loi sur l'eau
- ne relève pas de ces réglementations

Précisez les ateliers/productions concernées : _____

4 - Description des surfaces de l'exploitation

Surface Agricole Utile : |_|_|_|_|, |_|_|_| Ha

↳ dont surface fourragère principale : |_|_|_|_|, |_|_|_| Ha

↳ dont surface prairie permanente : |_|_|_|_|, |_|_|_| Ha

↳ dont surface prairie temporaire : |_|_|_|_|, |_|_|_| Ha

↳ dont surface en céréales et oléo protéagineux : |_|_|_|_|, |_|_|_| Ha

Ratio STH/SAU = |_|_|_| %

Ratio SFP/SAU = |_|_|_| %

STH (Surface Toujours en Herbe) = prairie permanente et prairies temporaires de plus de 5 ans

SFP (surface Fourragère Principale) : cultures fourragères et toutes prairies

5 - Quelle est l'orientation principale de l'exploitation ?

Prenez en compte la ou les productions qui vous ont apporté au moins **les 2/3 de Chiffre d'affaires l'année précédant** la demande de subvention.

Reportez-vous à l'annexe 1 pour identifier l'OTEX qui vous concerne parmi les OTEX définis :

Libellé de l'OTEX : _____

Code de l'OTEX : |_|_|_|_|_|

6 - Situation de votre exploitation au regard des normes réglementaires liées au bien-être des animaux :

Le ou les ateliers concerné(s) par le projet répondent-ils aux normes nationales et/ou communautaires ? oui non

7 – Descriptif détaillé des productions de l'exploitation

Type de production	Production	Effectif total de l'exploitation (en UGB ou en hectares)		Production AB ou SIQO	
		Avant-projet	Après projet	AB	SIQO
Productions animales					
Abeilles	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Brebis lait	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Brebis viande	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Chevaux ⁽¹⁾	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Chèvres	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Génisses lait	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Génisses viande	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lapins	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Palmipèdes à foie gras	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porcs engraissement	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Porcs reproducteurs	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Poules pondeuses	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Taurillons ou bœufs	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vaches allaitantes	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vaches laitières	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Veaux de boucherie	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Volailles de chair	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Productions végétales					
Arboriculture	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Champignons	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Chanvre	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cidriculture	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fruits rouges	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Grandes cultures (céréales, oléo protéagineux, betteraves)	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Horticulture	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Houblon	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Légumes de plein champ ⁽²⁾	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Lin	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Maraîchage	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Nuciculture	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plantes aromatiques, plantes médicinales, plantes à parfum	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plantes d'ornement et de jardins	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Productions fruitières	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Prairies	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres activités ⁽³⁾	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

(1) La Région a adopté par délibération 2019.02394 du 21/11/2019, un plan stratégique de développement et rayonnement du cheval et de ses usages 2019-2022 création de cinq dispositifs de soutien aux acteurs de la filière équine

(2) Précisez le type de culture : _____

(3) précisez, notamment pour les CUMA : _____

8- Une partie de la commercialisation des productions de l'exploitation se fait en circuit court ? (pas plus d'un intermédiaire entre le producteur et le consommateur final)

oui non

↳ si oui pourcentage du produit brut de l'année N-1 réalisé en circuit court ? |__|__| %

9 - Indicateurs nationaux (à remplir obligatoirement)

- a) Votre exploitation comporte-t-elle au moins une personne installée depuis moins de 5 ans ?
 oui avec DJA oui sans DJA non
- b) L'exploitation est-elle reconnue en AB ou en cours de conversion, totalement ou partiellement ?
 oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion partiellement
 oui, exploitation reconnue en AB ou en conversion totalement
 non
- c) L'exploitation est-elle engagée dans une démarche de certification environnementale de niveaux 2 ou 3 (HVE) ?
 oui, niveau 2 ↳ Précisez : _____
 oui, niveau 3 (certification Haute Valeur Environnementale)
 non
- d) L'exploitation produit-elle sous SIQO ?
 oui, Label rouge / Production : _____
 oui, IGP / Production : _____
 oui, AOP / Production : _____
 oui, CCP / Production : _____
 oui, STG / Production : _____
 oui, autres / Production : _____
 non, aucune production sous SIQO
- e) L'exploitation produit-elle sous une Mention Valorisante ? oui non
Si oui, nom de la mention valorisante _____
Production : _____
- f) L'exploitation produit-elle sous cahier des charges (tel que CCP, GLOBAL GAP, Saveur en'OR, Terroirs Hauts-de-France) ? oui non
Si oui, Indication du cahier des charges _____
Production : _____
- g) Votre projet concerne votre atelier ou un de vos ateliers d'un signe de qualité ou cahier des charges ? oui non
Si oui, Indication du cahier des charges : _____
Production : _____
- h) L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC (Mesures agro-environnementales et climatiques) système ?
 oui, exploitation engagée
 non
Si oui, quel est le code de cette MAEC ? _____
- i) L'exploitation met-elle en œuvre une MAEC ?
 oui, exploitation engagée
 non
Si oui, quel est le code de cette MAEC ? _____
- j) L'exploitation est-elle inscrite dans une démarche de Paiements pour Services Environnementaux (PSE) ?
 oui, exploitation engagée
 non
Si oui, nom de la démarche PSE : _____

CARACTERISTIQUES DU PROJET

LOCALISATION DU PROJET

Lieux des travaux

identique à la localisation du siège de l'exploitation

Sinon, préciser l'adresse du projet

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

LE PROJET

Descriptif détaillé du projet et ses objectifs (à compléter sur papier libre si manque de place)

- o Quelle situation sera améliorée grâce au projet ?
- o Quelles solutions proposées dans le cadre du projet ?
- o Quels résultats attendus avec la réalisation de ce projet ?

Calendrier prévisionnel

Date prévisionnelle de début de projet (ou début des travaux ou acquisition du matériel)

___/ 20___ (mois, année)

Date prévisionnelle de fin de projet

___/ 20___ (mois, année)

La finalité de votre projet se rattache-t-elle à la catégorie suivante

Optimisation du processus de production

Amélioration des conditions de travail et de la qualité des produits

Bâtiment d'élevage

Autonomie alimentaire par la récolte, la préparation, le stockage et la distribution des aliments produits à la ferme pour l'alimentation des animaux

Mise en valeur des surfaces en herbe pour le pâturage

Gestion des effluents au-delà des obligations réglementaires

Biosécurité

Amélioration du bien-être animal au-delà des obligations réglementaires

autre projet (préciser) : _____

Si le projet concerne principalement une autre filière que l'orientation principale de l'exploitation, quel atelier concerne-t-il majoritairement ? (Hors investissements collectifs)

(Reportez-vous à l'annexe 1 pour identifier l'OTEX qui vous concerne parmi les OTEX définis)

Libellé de l'OTEX du projet, si différent : _____

Code de l'OTEX : |_|_|_|_|_|

S'agit-il d'un investissement au sein d'une CUMA, d'un GIEE, d'un Groupe Opérationnel ou d'un Groupe 30 000 ?

oui

Non

Le projet est-il en lien avec la démarche du collectif (GIEE, groupe 30000, groupe lauréat d'un appel à projet Agence de l'Eau, réseau Dephy, groupe opérationnel au titre de la mesure 16/PEI) ? Si oui, veuillez mettre en évidence ce lien dans le « descriptif détaillé du projet »	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> Non			
Le projet est-il en lien avec une MAEC souscrite sur l'exploitation ? Si oui, veuillez mettre en évidence ce lien dans le « descriptif détaillé du projet »	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> Non			
Le projet est-il financé au titre des dispositifs gérés par FranceAgriMer ?	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> Non			
Votre projet permet-il de créer des emplois dans votre exploitation agricole ? Si oui, combien d'ETP (Equivalent Temps Plein) ?	<input type="checkbox"/> oui		<input type="checkbox"/> Non		
	<input type="checkbox"/> 0.5	<input type="checkbox"/> 1	<input type="checkbox"/> 1.5	<input type="checkbox"/> 2	<input type="checkbox"/> Plus de 2

NATURE DES INVESTISSEMENTS ENVISAGÉS	
S'il s'agit d'un projet bâtiment, êtes-vous propriétaire du terrain d'implantation du bâtiment ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non (si non, joindre l'autorisation du propriétaire, même s'il s'agit d'un associé exploitant) <input type="checkbox"/> sans objet
S'il s'agit d'un projet d'équipement ou d'achat de matériel, s'agit-il d'un projet de renouvellement ? Si oui, précisez le cas de figure :	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> la VNC (Valeur Nette Comptable) de l'investissement à renouveler est de 0 à la clôture du dernier exercice comptable (attestation à joindre à la demande) <input type="checkbox"/> le nouvel investissement permet d'augmenter la capacité de production de 25% au moins (argumentaire à joindre à la demande) <input type="checkbox"/> aucun des cas de figure précédent (investissement inéligible)
Votre projet concerne-t-il des investissements matériels dans des infrastructures (1 ^{er} et 2 nd œuvre) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Votre projet concerne-t-il des investissements matériels liés à la biosécurité ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Votre projet concerne-t-il des investissements matériels liés au bien-être animal ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Votre projet concerne-t-il des investissements matériels dans des équipements (non dépendants de l'infrastructure) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
Votre projet comprend-il une part de frais généraux (études, maîtrise d'œuvre, etc.) ?	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non

DEPENSES PREVISIONNELLES

Veillez faire figurer sur chaque devis une numérotation reprenant la catégorie des investissements ainsi que le numéro d'ordre (01 à 99)

Vérification du coût raisonnable des dépenses⁽¹⁾ : afin de vérifier le caractère raisonnable des coûts du projet proposé, il est demandé de présenter un ou plusieurs devis en fonction des seuils suivants :

- ↳ Montant prévisionnel de la nature de dépenses⁽¹⁾ Inférieur à 3 000 € HT ⇒ 1 devis
- ↳ Montant prévisionnel de la nature de dépenses⁽¹⁾ entre 3 000 € HT et 90 000 € HT ⇒ 2 devis
- ↳ Montant prévisionnel de la nature de dépenses⁽¹⁾ supérieur à 90 000 € HT ⇒ au moins 3 devis

Veillez spécifier le devis retenu pour la demande de subvention parmi les 2 ou 3 devis présentés. Si le devis choisi dépasse de 15% le devis le moins élevé, le GUSI appliquera un plafond sur le devis selon le calcul suivant : devis le moins élevé +15% et il vous sera demandé de fournir un argumentaire expliquant votre choix pour un devis plus élevé

⁽¹⁾ confère page 10 du cahier des charges

⁽²⁾ nature de dépense (matériel, maçonnerie, électricité, etc.)

DEPENSES BATIMENT, MATERIELS, EQUIPEMENTS, INSTALLATIONS (confère liste d'investissements n°1)

Libellé de l'investissement	Liste de poste ou détail du poste <i>(indiqué sur la liste d'investissements éligibles)</i>	Fournisseur	N° de devis	Montant HT
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
TOTAL DES INVESTISSEMENTS (sous-total 1 T¹)				_ _ _ _ _ _ , _ _ € T ¹

DEPENSES BATIMENT, MATERIELS, EQUIPEMENTS, INSTALLATIONS LIES A LA BIOSECURITE ET AU BIEN-ETRE ANIMAL (confère listes d'investissements n°2 et 3)

Filière	Libellé de l'investissement	Fournisseur	N° de devis	Montant HT
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
				_ _ _ _ _ _ , _ _ €
TOTAL DES INVESTISSEMENTS MATERIELS BIOSECURITE ET BIEN-ETRE ANIMAL (sous-total 2 T²)				_ _ _ _ _ _ , _ _ € T ²

FRAIS GENERAUX ⁽¹⁾				
Type de dépenses (études, diagnostics...)	Libellé de l'investissement	Fournisseur	N° de devis	Montant HT
				_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
				_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
				_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
				_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
				_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €
TOTAL DES FRAIS GENERAUX (sous-total 3 T3)				_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ € ^{T3}

(1) Étude de conception, maîtrise d'œuvre, audits énergétiques Etudes de faisabilité, diagnostics (DEXEL, diagnostic énergie, diagnostic environnement...)

MONTANT TOTAL DU PROJET			
Montant prévisionnel	Montant prévisionnel HT	Montant éligible HT	
Dépenses de matériels, équipements, installations ^{T1+T2} (sous-total 1 et 2)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	Le montant maximum des dépenses éligibles est indiqué en page 18 du cahier des charges
Frais généraux ^{T3} (sous-total 3)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	Les frais généraux sont éligibles dans la limite de 15% du montant total des dépenses éligibles Et des plafonds sont appliqués à certains frais généraux (Cf. page 9 du cahier des charges)
TOTAL (T4)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ €	_ _ _ _ _ _ _ , _ _ _ € ^{T4}	

Cadre réservé à l'administration	
Montant des investissements liés au bien-être animal et à la biosécurité	
Montant des frais généraux liés au bien-être animal et à la biosécurité (diagnostics)	
Montant total du projet	
Ratio BBEA	

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL		
Financements sollicités	Montant en €	
Subvention sollicitée au titre du TO 4.1.b – Filières élevages AAP N°02bis/20201	_ _ _ _ _ _ , _ _ €	Taux d'aide publique estimé _ _ , _ _ % <i>Veillez-vous référer à la page 18 du cahier des charges</i> Subvention = Montant total des dépenses éligibles ^{T4} x taux d'aide publique
Subventions sollicitées auprès d'autres financeurs publics <input type="checkbox"/> Etat <input type="checkbox"/> Région Hauts-de-France <input type="checkbox"/> Agence de l'eau <input type="checkbox"/> Département <input type="checkbox"/> Commune <input type="checkbox"/> Autres (précisez) : _____ _____	_ _ _ _ _ _ , _ _ € _ _ _ _ _ _ , _ _ € _ _ _ _ _ _ , _ _ € _ _ _ _ _ _ , _ _ € _ _ _ _ _ _ , _ _ € _ _ _ _ _ _ , _ _ €	Si oui , fournir en pièce jointe une copie des dossiers déposés auprès des autres organismes ou institutions sollicités ainsi que les accusés de réception des demandes correspondantes. Si non , pour la période couverte par cet appel à projet, ce formulaire correspond et restera l'unique demande de subvention. Le GUSI se charge de transmettre aux cofinanceurs les éléments du dossier.
Sous-total financeurs publics	_ _ _ _ _ _ , _ _ €	
Emprunts	_ _ _ _ _ _ , _ _ €	Si oui , le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Intitulé de l'emprunt : _____ Cet emprunt fait-il l'objet d'un taux préférentiel ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> non <i>Si le prêt correspondant bénéficie d'un taux d'emprunt préférentiel (ex. PTZ ; PB) la différence avec le taux du marché est considérée comme une subvention publique et sera calculée au moment du paiement</i> <i>Pour un organisme reconnu de droit public, la part d'autofinancement affiché à ce niveau ne constitue pas une aide publique et n'appellera pas de FEADER</i> Rappel : le recours au crédit-bail pour le financement d'une dépense ou d'un ensemble de dépenses les rendent inéligibles
Autres contributeurs privés (précisez) : _____ _____	_ _ _ _ _ _ , _ _ €	
Sous-total financeurs privés	_ _ _ _ _ _ , _ _ €	
Autofinancement	_ _ _ _ _ _ , _ _ €	
Revente (dans le cas de projet de renouvellement avec amélioration)	_ _ _ _ _ _ , _ _ €	
TOTAL GENERAL	_ _ _ _ _ _ , _ _ €	

ELEMENTS D'ANALYSE DE L'AMELIORATION DE LA PERFORMANCE GLOBALE ET DE LA DURABILITE DE L'EXPLOITATION

Vous devez renseigner les critères ci-après en décrivant leur évolution avec la mise en œuvre de votre projet, ou **en renseignant les indicateurs qualitatifs et /ou quantitatifs de votre choix avant et après projet**. Tout critère coché doit être justifié. Vous pouvez appuyer votre argumentaire sur des données de référentiels existants (études, publications, référentiels, etc.), en citant ou joignant les extraits d'un diagnostic, de votre plan d'entreprise si vous êtes en processus d'installation, de dossier fourni à la banque pour solliciter un prêt bancaire, etc. ou tout document que vous jugerez utile.

Pour être éligible, votre projet doit justifier au moins d'une amélioration sur un des points ci-dessus. Un projet ne comportant aucun argumentaire démontrant une amélioration de la performance globale et de la durabilité de votre exploitation sera considéré comme inéligible.

Pour attester cette amélioration, merci de préciser si vous disposez ou si vous êtes engagés dans :

Un projet d'entreprise (PE) / une étude financière : oui, précisez : _____ Non
 Une démarche de certification environnementale : oui, précisez : _____ Non
 Un diagnostic de durabilité : oui, précisez : _____ Non
 Des données issues de référentiels : oui, précisez : _____ Non

Dans l'affirmative, et sous réserve de la cohérence de l'investissement avec l'une de ces démarches, l'amélioration de la performance globale et de la durabilité de votre exploitation sera vérifiée dès lors qu'elle conclura à un gain favorable à l'exploitation.

AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE			
Votre projet a un impact justifiable sur :	Cocher la case approprié	Si oui, alors	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet ou situation avant/après	Justification (argumentaires, références, diagnostic, études, plan d'entreprise...)
Diminution des apports des intrants (engrais de synthèse, aliments achetés, produits pharmaceutiques...)	<input type="checkbox"/>		
Diminution des usages de produits phytosanitaires	<input type="checkbox"/>		
Diminution de la consommation en eau de l'exploitation	<input type="checkbox"/>		
Traitement et exportation des effluents organiques	<input type="checkbox"/>		
Diminution des émissions à Gaz à effet de serre et d'autres polluants atmosphérique	<input type="checkbox"/>		
Diminution de la consommation d'énergie ou la production d'énergie renouvelable	<input type="checkbox"/>		
Diminution des pollutions ponctuelles y compris la mise aux normes de l'exploitation agricole	<input type="checkbox"/>		

Accroissement de la biodiversité de l'exploitation : biodiversité naturelle (infrastructures agroécologiques) et biodiversité cultivée ou élevée	<input type="checkbox"/>		
Permettre la certification HVE ou AB	<input type="checkbox"/>		
Autres (à préciser) : _____ _____ _____	<input type="checkbox"/>		

AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE			
Votre projet a un impact justifiable sur :	Cocher la case approprié	Si oui, alors	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet	Justification (argumentaire, références, diagnostic, étude, plan d'entreprise...)
Augmentation du ratio EBE/chiffre d'affaires	<input type="checkbox"/>		
Augmentation significative de l'EBE	<input type="checkbox"/>		
Augmentation significative du Chiffre d'Affaires	<input type="checkbox"/>		
Baisse des coûts de productions	<input type="checkbox"/>		
Diversification de la production	<input type="checkbox"/>		
Augmentation de l'autonomie fourragère ou alimentaire de l'exploitation	<input type="checkbox"/>		
Amélioration des performances énergétiques	<input type="checkbox"/>		
Amélioration des conditions sanitaires de l'élevage	<input type="checkbox"/>		
Amélioration du bien-être animal	<input type="checkbox"/>		

Amélioration des performances zootechniques			
Autres (à préciser) : _____ _____ _____	<input type="checkbox"/>		

AMELIORATION DE LA PERFORMANCE SOCIALE			
Votre projet a un impact justifiable sur :	Cocher la case appropriée	Si oui, alors	
		Evolution avec la mise en œuvre du projet	Justification (argumentaire, références, diagnostic, étude, plan d'entreprise...)
Projet ayant un impact sur l'amélioration des conditions de travail (diminution de la pénibilité, réduction du temps de travail...)	<input type="checkbox"/>		
Projet lié à la participation d'un projet collectif	<input type="checkbox"/>		
Pérennité et transmissibilité	<input type="checkbox"/>		
Maintien et accroissement de l'emploi	<input type="checkbox"/>		
Projet contribuant au développement territorial	<input type="checkbox"/>		
Autres (à préciser) : _____ _____ _____	<input type="checkbox"/>		

CONTRIBUTION AUX PRIORITES TRANSVERSALES DE L'UNION EUROPEENNE

Principes horizontaux		Actions mises en œuvre pour respecter les principes horizontaux	
Égalité Femme /Homme	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
Égalité des chances et non-discrimination (recrutement de chômeurs longue durée, handicapés, apprentis, etc.)	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		
Développement durable	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non		

Si vous avez une comptabilité

	Valeur du dernier exercice	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet
Chiffre d'affaire		
Excédent brut d'exploitation		
Résultat d'exploitation		
Résultat de l'exercice		
Bénéfice ou perte		
Capitaux propres		
Indemnités et subventions d'exploitations (dont remboursement forfaitaire TVA)		
Emprunt auprès des établissements de crédits (à moyen et long terme)		
Ou taux d'endettement à MLT		
Concours bancaires courants et découverts bancaires (dont crédits à court terme)		
Ou taux d'endettement à CT		
Nombre d'unité de main d'œuvre		

Si vous n'avez pas de comptabilité

	Valeur du dernier exercice	Valeur prévisionnelle après réalisation du projet
Chiffre d'affaire		
Produits d'exploitation		
Charges d'exploitation		
Solde d'exploitation (produits-charges)		
Subventions d'exploitations (dont remboursement forfaitaire TVA)		
Emprunt auprès des établissements de crédits (à moyen et long terme)		
Ou taux d'endettement à MLT		
Concours bancaires courants et découverts bancaires (dont crédits à court terme)		
Ou taux d'endettement à CT		
Nombre d'unité de main d'œuvre		

Critères	Définition du critère	Cocher la case appropriée		Rappel du nombre de point	Auto-notation	Pièces justificatives à fournir	Cocher si pièce fournie
		<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non				
Projet porté par un JA ⁽¹⁾	Présence d'un J.A. au sens du Code Rural ou Jeune ayant suivi un parcours d'installation ou en cours de parcours d'installation	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	50		CJA+PE ou RJA+PE ou notification ARSI (parcours régional) (Dossier d'aide à l'installation doit être accepté CRPI ou être passé en délibération au moment du passage du dossier en CUP ou attestation de validation du PPP (à fournir au moment du CUP)	<input type="checkbox"/>
	Présence d'un nouvel installé depuis moins de 5 ans hors parcours	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Attestation affiliation MSA	<input type="checkbox"/>
Primo demandeur	Demandeur n'ayant pas bénéficié d'une aide au titre d'un investissement couvert par le TO au cours des trois dernières années civiles précédent le dépôt du dossier	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Vérification par le GUSI dans OSIRIS	<input type="checkbox"/>
Démarche collective	Membre d'un collectif (GIEE, groupe 30000, groupe lauréat d'un appel à projet Agence de l'Eau, réseau Dechy, groupe opérationnel au titre de la mesure 16/PEI)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10		Attestation de la part du GIEE, ou du coordinateur du réseau DEPHY, ou de l'Agence de l'Eau, ou du GO	<input type="checkbox"/>
Filières Elevages ⁽¹⁾	Projet porté par une exploitation où l'élevage représente plus de 50 % du CA <u>Pour les apiculteurs</u> : plus de 150 ruches	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Attestation comptable du dernier exercice de l'exploitation	<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation où l'élevage représente entre 10% et 50% du CA <u>Pour les apiculteurs</u> : entre 50 et 149 ruches	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	20			<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation disposant d'un atelier d'élevage spécialisé : apiculture (<u>moins de 50 ruches</u>), cuniculture, aviculture, caprin, ovin, héliciculture et porcins	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10		Déclaration PAC	
Projet favorisant l'herbe ⁽¹⁾	Projet porté par une exploitation herbagère ou favorisant l'herbe 50% > ratio STH /SAU >25%	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	20		Déclaration de surface de l'année N-1	<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation herbagère ou favorisant l'herbe 15% > ratio STH /SAU >25%	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10			
Autonomie alimentaire	Projet porté par une exploitation engagé dans une démarche d'autonomie alimentaire (exemple : légumineuse fourragères : luzerne, méteil) dont le ratio : SFP /SAU >25%	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> Non	10		Déclaration de surface de l'année N-1	<input type="checkbox"/>
Système de qualité Agriculture Biologique ⁽¹⁾	Exploitation en Agriculture Biologique (en cours de conversion ou certifiée) : exploitation totalem ent en Agriculture Biologique	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	40		Attestation de l'organisme certificateur	<input type="checkbox"/>
	Exploitation en Agriculture Biologique (en cours de conversion ou certifiée) : exploitation partiellem ent en Agriculture Biologique	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	20			<input type="checkbox"/>
Autres systèmes de qualité	Exploitation avec une production sous SIQO autre qu'Agriculture Biologique (Label rouge, IGP, STG, A.O.C ou A.O.P)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Certificat du SIQO considéré	<input type="checkbox"/>

Autre(s) démarche(s) de certification	Exploitation : <ul style="list-style-type: none"> engagée dans une démarche CCP ou avec une production d'une marque répondant au cahier des charges GLOBAL GAP, ou engagée dans une autre démarche privée certifiées par tiers ou engagée dans une certification environnementale niveau 2, VDC (reconnu HVE 2), ou avec une production sous la marque «Terroirs Hauts-de-France», «Saveurs en 'Or» 	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10		Attestation : <ul style="list-style-type: none"> CCP, ou GLOBAL GAP, ou de « Terroirs Hauts-de-France », ou de « Saveurs en 'Or », ou copie de l'attestation HVE2 	<input type="checkbox"/>
Circuit court ⁽¹⁾	Projet porté par une exploitation pour laquelle au moins 20% du CA est généré par une démarche de circuit court (du dernier exercice de l'exploitation)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Attestation comptable du dernier exercice de l'exploitation	<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation pour laquelle au moins 10% du CA est généré par une démarche de circuit court (du dernier exercice de l'exploitation)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10			
Contrat type MAE ⁽¹⁾	Projet porté par une exploitation ayant souscrit un contrat MAEC : <ul style="list-style-type: none"> systèmes ou de semis direct sous couvert végétal ou réduction d'intrants 	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	30		Copie du contrat MAE	<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation ayant souscrit un autre type de contrat MAEC	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	20			<input type="checkbox"/>
	Projet porté par une exploitation inscrite dans une démarche de Paiements pour Services Environnementaux (PSE)	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	10		Copie du contrat	
Démarche environnementale	Projet porté par une exploitation avec une certification HVE 3	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> Non	30		Copie de la certification HVE 3	<input type="checkbox"/>
Démarche collective	Projet d'investissement porté par un membre d'un collectif (GIEE, groupe 30000, groupe lauréat d'un appel à projet Agence de l'Eau, réseau Dephy, groupe opérationnel au titre de la mesure 16/PEI) et en lien avec la démarche du collectif	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> Non	20		Attestation de la part du GIEE, ou du coordinateur du réseau DEPHY ou de l'Agence de l'Eau	<input type="checkbox"/>
Projet favorisant l'herbe	Projet porté par une exploitation herbagère ou favorisant l'herbe dont le ratio STH /SAU >50%	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> Non	30		Déclaration de surface de l'année N-1	<input type="checkbox"/>
Zonage géographique ⁽¹⁾	Localisation de l'investissement situé sur une zone prioritaire des agences de l'eau dont au moins une parcelle ou le siège d'exploitation sont situés : <ul style="list-style-type: none"> pour l'agence de l'eau Artois-Picardie : sur une commune concernée par une Opération de Reconquête de la qualité de l'Eau (ORQUE) ou concernée par le programme Maintien de l'agriculture en zone humide (PMAZH) pour l'agence de l'eau Seine-Normandie : sur une aire d'alimentation de captage, une zone humide ou une zone érosion/ruissellement ayant une démarche territoriale collective 	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	60		Plan localisant les zones couvertes par le projet	<input type="checkbox"/>
	Localisation de l'investissement situé sur une zone prioritaire des agences de l'eau dont au moins une parcelle ou le siège d'exploitation sont situés : <ul style="list-style-type: none"> pour l'agence de l'eau Artois-Picardie : sur une commune à enjeu eau 	<input type="checkbox"/> oui	<input type="checkbox"/> non	40			<input type="checkbox"/>

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ pour l'agence de l'eau Seine-Normandie : sur une zone à enjeu eau potable, sur une zone humide ou zone érosion/ruissellement sans démarche territoriale collective 						
TOTAL auto-notation (2)						/430 points	

(1) Il est possible d'obtenir des points que d'un seul détail de critère

(2) Pour rappel, le seuil de sélection est fixé à 70 points sur un total de 430 points

Pensez à joindre toutes les pièces justificatives dans les cas où vous avez coché la case d'un critère.

Critères supplémentaires de priorisation

Projet individuel :

Période de référence : date de clôture de votre dernier exercice comptable : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Sur cette période,
 ↳ montant du chiffre d'affaires (CA) annuel : |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|, |_|_|_|_| €
 ↳ nombre d'unités de main d'œuvre (UMO) sur l'exploitation : |_|_|_|_|_|_|_|

Ratio CA / UMO : |_|_|_|_|_|

Cas des nouveaux installés : si cette donnée n'est pas disponible, cocher cette case :

Projet collectif :

Nombre d'exploitations agricoles regroupées : |_|_|_|_|_|

Pour les CUMA :

Nombre d'adhérents exploitants agricoles : |_|_|_|_|_|

Encours de l'année précédente : |_|_|_|_|_| |_|_|_|_|_|

Ratio (Encours de l'année précédentes/Nbre adhérents) = |_|_|_|_|_|

Projets d'investissements liés à la biosécurité et au bien-être animal

Au titre de la « Biosécurité », seront priorisés :

- les éleveurs qui pourront fournir un audit de biosécurité
- les élevages ouvrant un accès permanent à des espaces de plein air ou d'extérieur, ces élevages portant généralement les risques les plus forts en terme de biosécurité (notamment en bovin) ;
- les élevages ayant connu des foyers de maladies animales réglementées de type danger sanitaire de catégorie
- des enjeux sanitaires peuvent être pris en compte en tant que critère de priorisation :
 - **Tuberculose bovine** : projets portant sur des investissements de biosécurité pour les élevages de bovins situés dans la zone à risque de tuberculose définie par les arrêtés préfectoraux départementaux. Mesures de biosécurité préconisées par l'instruction technique DGAL/SDSPA/2018-743 du 03/10/2018.
 - **Peste porcine africaine** : mesures de biosécurité applicables dans les exploitations détenant des suidés dans le cadre de l'arrêté du 16 octobre 2018.
 - **Influenza aviaire** : mesures de biosécurité applicables dans les exploitations détenant des volailles dans le cadre de l'arrêté du 08 février 2016.

Au titre du bien-être animal, seront priorisés :

- Les élevages ouvrant un accès permanent à des espaces de plein air ou à l'extérieur permettant aux animaux de prendre de l'exercice
- les dossiers porteurs d'investissements relatifs :
 - aux travaux d'ouvertures des bâtiments claustrés ;
 - aux travaux d'accès aux parcours extérieurs et jardins d'hiver ;
 - aux travaux de changement de systèmes cages vers des systèmes alternatifs en aviculture et cuniculture ;
- aux installations de cases de maternité libres en porcs.
- les éleveurs engagés une démarche volontaire de qualité sur leur élevage. L'adhésion à un Signe Officiel de Qualité et d'Origine (SIQO)¹ sur l'atelier élevage sur lequel portent au moins 50% des investissements.

¹ AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture Biologique, STG

Je demande (nous demandons) à bénéficier des aides au titre du TO 4.1.b filières élevages « Investissements dans les exploitations agricoles pour améliorer leur performance globale et leur durabilité »

Je certifie (nous certifions) l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur :

- ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel » ;
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, des points de contrôle, des règles de versement des aides et des sanctions encourues en cas de non-respect de ces points ;
- n'avoir fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de ma demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachées à l'exploitation et jusqu'à la date de dépôt de la demande ;
- le cas échéant, avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements (travaux exécutés sur le site de l'exploitation) en application de l'article L 411-73 du code rural ;
- respecter les conditions d'âge : être âgé d'au moins 18 ans au 1^{er} janvier de l'année de dépôt de ma demande ;
- respecter les normes minimales attachées à mon projet ;
- ne pas faire l'objet d'une procédure collective (ex : redressement, liquidation...) liée à des difficultés économiques, et ne pas être considéré comme une entreprise en difficulté au regard de la réglementation européenne des aides d'État (l'article 2 du règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 ;
- avoir pris connaissance que ma demande d'aide sera sélectionnée par appel à candidature et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure ;

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à fournir toute pièce complémentaire jugée utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération ;
- à informer le GUSI de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- notifier, auprès du service instructeur, toute cession dans les six mois suivant le transfert de propriété ;
- respecter les normes communautaires applicables à l'investissement concerné en matière sanitaire, environnementale, de sécurité ;
- à respecter les normes minimales dans les domaines du bien-être et de l'hygiène des animaux, de l'environnement et de l'énergie ou des règles d'urbanisme ; applicables à l'investissement projeté pendant la durée de l'engagement de conservation ;
- associer les financeurs à toute opération de communication relative au projet ;
- ne pas demander une aide publique européenne pour l'investissement concerné dans un autre dispositif (Programme opérationnel de l'OCM fruits et légumes, dispositifs gérés par FranceAgriMer, ...) ;
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- à respecter les obligations de publicité d'une aide européenne telles que décrites à l'annexe III du règlement européen délégué 808/2014 (le guide des obligations de communication pour les subventions FEADER est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://europe-en-hautsdefrance.eu/kit-de-communication/feader/> ;
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à compter du dernier paiement de l'aide ;
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourrait résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les matériels, installations et investissements ayant bénéficié des aides ainsi que, le cas échéant, le cheptel correspondant pendant une durée de cinq ans à compter de la date du dernier paiement ; Si le matériel est devenu obsolète ou est endommagé le remplacer par un nouveau matériel assurant la même fonction et dont le prix d'achat est supérieur au prix de revente de l'ancien matériel et le conserver jusqu'à la fin de la période initiale d'engagement. Le nouveau matériel ne pourra faire l'objet d'aucune aide ;
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural et tout particulièrement l'activité ou la production ayant bénéficié de l'aide pendant une période de cinq années à compter de la date du dernier paiement ;
- souscrire à ces engagements sur une durée de cinq années qui seront vérifiés au moment de la demande du solde même si celle-ci intervient avant le terme des cinq ans. Cependant, les engagements pris peuvent être contrôlés par les corps de contrôle et ce, jusqu'au terme des 5 ans à compter de la date du dernier paiement.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que :

- cette demande d'aide ne vaut pas obtention de subvention ;
- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;
- que les dossiers subiront une sélection et que certains pourront ne pas être soutenus. En cas de réponse défavorable à cette demande, je pourrai (nous pourrons) avoir la possibilité de la renouveler dans le cadre d'un autre appel à projets **sous réserve que les travaux ne soient pas démarrés** ;
- tout commencement des investissements et/ou travaux (signature de devis, bons de commande, etc.) avant le dépôt de la demande entraîne automatiquement l'inéligibilité des dépenses correspondantes, à l'exception des frais généraux

- en cas de non réalisation des études de projets éventuellement prévues dans le présent dossier de demande de subvention, l'obtention de cette subvention sera rendue caduque ;
- que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013, l'Etat ou la Région Hauts-de-France sont susceptibles de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site Internet du ministère en charge de l'Agriculture pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978) ;
- que le versement de l'aide des dossiers bénéficiant de la majoration JA est conditionné à ce que le jeune agriculteur concerné ait reçu son CJA.

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration :

- j'autorise
- je n'autorise pas ⁽¹⁾ l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé(e) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez-vous adresser à la DDT(M) du département du siège de votre exploitation.

Fait à _____

le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Nom, prénom

et signature du demandeur

(en cas de forme sociétaire, nom, prénom et signature de tous les membres ou du représentant légal en cas de délégation)

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièce justificatives	Type de demandeur concerné	Colonnes à votre disposition pour vérifier la complétude de votre dossier	
		Pièce jointe	Sans objet
Pièces liées au demandeur			
Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible)	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Copie de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité	Tous projets et pour chaque associé en cas de forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables	Tous projets (confère annexe 2)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de domicile récent si l'adresse communiquée est différente de celle du siège d'exploitation	Tous si adresse différente du siège	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
K-bis à jour	Pour les formes sociétaires, associations, GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des statuts	Pour les formes sociétaires, associations, GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture	Association, GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de reconnaissance et la liste des agriculteurs affiliés	GIEE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Agrément coopératif ou autre preuve d'existence	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pouvoir habilitant le signataire à demander l'aide et à engager la structure	Pour les formes sociétaires, associations, GIEE, CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Liste adhérents CUMA participant au projet	CUMA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de paiement des cotisations sociales	Tous projets sauf CUMA. Pour la société et pour chaque associé exploitant <i>Se rapprocher de la MSA dont vous relevez</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certificat de conformité d'installation (CJA)	JA bénéficiaires des aides à l'installation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accusé de réception du dossier d'installation aidée	JA en cours d'installation au moment du dépôt du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
RJA	JA en cours d'installation au moment du dépôt du dossier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Notification de l'Aide Régionale Spécifique à l'Installation (ARSI)	Nouvel installé		
Attestation affiliation MSA	Nouvel Installé bénéficiaire de l'ARSI	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification biologique ou contrat de conversion	Exploitation agricole proposant des produits de l'Agriculture Biologique ou en conversion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification autre système de qualité	Exploitation agricole proposant des produits sous un autre système de la qualité et de l'origine (AOP / AOC / Label Rouge / IGP)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification CCP, Saveurs en'Or, Terroirs Hauts de France, GLOBAL CAP	Exploitation agricole proposant des produits sous CCP, sous la marque Saveurs en'Or ou Terroirs Hauts de France, respectant le cahier des charges GLOBAL CAP	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Certification des produits de l'exploitation réalisée par un tiers indépendant	Exploitation agricole proposant des produits sous certification démarche privée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Décision d'engagement MAE	Pour les producteurs engagés dans une MAE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Contrat MAE	Pour les producteurs n'ayant pas encore reçu leur attestation d'engagement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie du contrat de la démarche de Paiements pour Services Environnementaux (PSE)	Exploitation inscrite dans une démarche de Paiements pour Services Environnementaux (PSE)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents comptables (éléments comptable et plaquette) : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilans et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	Tous projets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces liées à la demande			
Devis estimatifs <u>détaillés et en français</u> des travaux ou investissements y compris les devis portant sur les investissements immatériels (classés par n° de devis)	Tous projets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Argumentaire devis	Tous projets si votre choix se porte sur un autre choix que le devis le moins cher	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration actualisé du nombre de ruches	Apiculteur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement bancaire du projet	Projets au-delà de 15 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation bancaire de capacité d'autofinancement	Si un emprunt n'a pas été consenti, pour les projets au-dessus de 15 000 €	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
PE ou PDE	JA dont le projet pour lequel le dossier est déposé est inscrit dans son PE ou PDE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie des dossiers de demande de financement public déposés auprès d'autres organismes ou institutions et accusés de réception correspondants	Tous projets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Etude économique	Projet d'amélioration de la performance économique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de dépôt du permis de construire ou de déclaration de travaux	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arrêté de permis de construire ou déclaration de travaux	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan de situation et plan de masse des travaux avant et après projet (doit préciser les emplacements des ouvrages de stockage d'effluents et leur capacité)	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Plan des aménagements intérieurs	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Plan avant travaux et après travaux (y compris pour les aires de lavage)	Projet présentant des aménagements immobiliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	En cas de construction sur un terrain n'appartenant pas au demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration ou autorisation relative aux installations classées ou récépissé de dépôt en cas de nouvelle demande	Demandeurs concernés par ces réglementations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Expertise de dimensionnement des ouvrages de stockage des déjections : DeXeL simplifié ou pré DeXeL	Projets bâtiments élevage et mise aux normes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic énergétique	Projet amélioration de la performance énergétique >10 000€	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Diagnostic professionnel reconnu par la DGAL datant de moins d'un an (cf. annexe 3, la liste des diagnostics est susceptible d'être actualisée, les informations seront accessibles sur le site du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation https://agriculture.gouv.fr/), Autodiagnostic reconnu par la DGAL (cf. annexe 3, la liste des diagnostics est susceptible d'être actualisée, les informations seront accessibles sur le site du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation https://agriculture.gouv.fr/).	pour les projets liés à des investissements relatifs au bien-être animal <i>(La filière apicole est exonérée de ces obligations)</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Audit de biosécurité de moins de 12 mois fourni au moment du dépôt du dossier (cf. annexe 4, la liste des diagnostics est susceptible d'être actualisée, les informations seront accessibles sur le site du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation https://agriculture.gouv.fr/) ; ou, en cas d'audit de biosécurité non disponible, un auto-diagnostic (cf. annexe 4, la liste des diagnostics est susceptible d'être actualisée, les informations seront accessibles sur le site du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation https://agriculture.gouv.fr/) ; fourni par le demandeur au dépôt du dossier, ou encore le financement d'un audit/étude de faisabilité dans le projet PCAE au titre des frais généraux.	pour les projets liés à des investissements relatifs à la biosécurité en cohérence avec les besoins et nécessités de leur élevage,	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres diagnostics non obligatoires	Le cas échéant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tous documents justifiant l'amélioration de la durabilité et de la performance de l'exploitation (diagnostic du projet indiquant l'impact sur un ou plusieurs des critères, Etude économique prévisionnelle ou tout autre document jugé utile pour justifier des améliorations apportées par le projet au regard des critères : bien-être des animaux, etc.) (pour justifier de l'amélioration de la performance économique : PE ou PDE ou le dossier de financement présenté aux établissements bancaires ou une étude économique pluriannuelle ou toute autre pièce probante) (pour justifier de l'amélioration de la performance environnementale : t évaluation de l'impact de l'investissement quantitativement (nombre de passage de pulvérisateur, introduction de x cultures supplémentaires etc...) et qualitativement. Les études, publications ou références technico-économiques, etc.)	Tous projets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation VNC nulle à la clôture du dernier exercice	En cas de renouvellement avec augmentation de la performance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Argumentaire mettant en évidence l'augmentation de la performance d'au moins 25%	En cas de renouvellement avec augmentation de la performance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces liées à la sélection			
Ces pièces sont listées en page 19,20 et 21			

Libellé OTEX	Code OTEX
Abeilles	8231
Arboriculture	39
Autre viticulture	38
Autres animaux	44-2
Autres associations (hors abeilles)	82 (sauf 8231)
Autres fruits en cultures pérennes	39
Autres herbivores (dont chevaux)	44-1
Autres palmipèdes	5022 + 5023
Autres volailles	5022 + 5023
Bovins lait	41
Bovins lait et viande	43
Bovins viande engraisseur	42-2
Bovins viande naisseur	42-1
Caprin lait	4430-1
Caprin viande	4430-2
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	13 (sauf 1320) + 1410 + 1420
Exploitations non classées (C.A. = 0)	90
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	29
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	81
Lapins	5022 + 5023
Légumes frais de plein champ	1430
Maraîchage (dont melon et fraise)	28
Oléiculture	39
Ovin lait	4410-1
Ovin viande	4410-2
Palmipèdes foie gras	5022 + 5023
Plantes à parfums, aromatique et médicinales	49-1
Polyculture	60
Polyélevage orientation granivore	72
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	71
Porc engraissement	5012 + 5013
Poules pondeuses	5021 50-1
Poulets de chair	5022 + 5023
Riz	1320
Tabac	1441
Truies reproductrices	5011
Veaux de boucherie	42-4
Viticulture d'appellation	37



ANNEXE 2 – ATTESTATION SUR L'HONNEUR PORTANT SUR LE RESPECT DES OBLIGATIONS LEGALES, ADMINISTRATIVES, SOCIALES, FISCALES ET COMPTABLES

Nom – Prénom du demandeur : -----
Nom – Prénom du représentant légal : -----
Adresse : -----
CP- Ville : -----
N° SIRET : -----
N° fiscal : -----

Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé «vos références». Ce numéro est composé de 13 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :
 - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
 - Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à _____

le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Nom, prénom

et signature du fournisseur

(en cas de forme sociétaire, nom, prénom et signature de tous les membres ou du représentant légal en cas de délégation)

